



MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR
ET DES OUTRE-MER

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Semaine de l'intégration

DU 16 AU 20 OCTOBRE 2023

Organisée par la direction
générale des étrangers
en France (DGEF)

Avec :

- La délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP)
 - La délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés (DIAIR)
 - La délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL)
 - L'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)
 - Pôle Emploi
- et de nombreux autres partenaires



Plus de 530 événements consacrés à l'intégration des étrangers ont été organisés du 16 au 20 octobre 2023, sur tout le territoire national. Succédant à deux premières éditions qui ont fédéré avec succès l'ensemble des acteurs mobilisés quotidiennement auprès des étrangers primo-arrivants (dont les réfugiés), la Semaine de l'intégration 2023, organisée par la direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité, a contribué une fois de plus à mettre en lumière les réussites et les défis de cette politique, et le renforcement des conditions permettant aux étrangers une insertion réussie dans la société française.

Cette année, à la différence des deux années précédentes, le séminaire national a eu lieu au lancement de la Semaine de l'intégration, le 16 octobre à Paris, pour marquer le coup d'envoi du déploiement des actions sur le territoire métropolitain et d'outre-mer. Il demeure un moment privilégié d'échanges de bonnes pratiques et de réflexions sur la politique d'intégration, grâce aux témoignages de ceux qui l'incarnent au quotidien. L'ensemble des thèmes de l'intégration y ont été abordés, qu'il s'agisse de l'intégration par l'emploi, de l'accès à la culture et la pratique du sport, de l'engagement des entreprises, ou de l'apprentissage du français. Cette journée a également été l'occasion de présenter, via les retours des bénéficiaires et acteurs de terrain, un premier bilan d'étape du programme AGIR (Accompagnement Global et Individualisé des Réfugiés), après un an de déploiement. Pour cette édition, un accent particulier a été mis sur les témoignages des bénéficiaires, ainsi que sur une mise en perspective européenne, afin d'évaluer la politique d'intégration au regard des actions des pays voisins mais aussi d'organisations inter-gouvernementales tels que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

A l'image du caractère partenarial et interministériel de cette politique, la Semaine de l'intégration a été le fruit du travail collaboratif des services et opérateurs de l'Etat, collectivités

territoriales, monde associatif et entreprises et bénéficiaires eux-mêmes, qui ont redoublé d'enthousiasme pour valoriser les nombreuses initiatives en faveur de l'intégration des étrangers mises en œuvre au quotidien, en matière d'accès à l'emploi, d'apprentissage du français, d'accès au logement, de mobilité, d'appropriation des principes et valeurs républicains, de promotion de la citoyenneté, de jeunesse, de culture et de sport. Cette année, davantage de régions et de départements ont organisé des événements sur leurs territoires. Ces actions, de plus en plus nombreuses, valorisent auprès du grand public et des personnes concernées des exemples de parcours d'intégration réussis et de dispositifs innovants. Elles offrent également l'opportunité de rassembler les personnes mobilisées à l'échelle d'un territoire pour améliorer la coordination inter-acteurs et réfléchir aux enjeux d'intégration spécifiques au contexte local.

En somme, les actions organisées ont démontré que, bien qu'il reste de nombreux défis à relever en matière d'intégration des étrangers en France, les acteurs mobilisés ne cessent d'innover, de proposer des solutions alternatives, et de se coordonner pour permettre aux personnes étrangères primo-arrivantes un parcours d'intégration réussi. Vous trouverez dans cette brochure un échantillon de ces actions qui ont marqué la Semaine de l'intégration.

En annexe de cette plaquette, vous trouverez également des illustrations des campagnes de communication mises en œuvre dans les territoires pour changer le regard du grand public sur les personnes étrangères primo-arrivantes et sur la politique d'intégration.

Bonne lecture et rendez-vous du 14 au 18 octobre 2024 pour la quatrième édition de la Semaine !

Un grand merci aux acteurs qui s'engagent au quotidien pour l'intégration des étrangers en France !

Eric Jalon,
directeur général des étrangers en France

1	L'intégration des étrangers en France, une démarche partenariale ancrée dans les territoires	— 04
2	Le séminaire de lancement de la Semaine	— 06
3	Les événements de la Semaine	— 20
4	Remerciements	— 37
	ANNEXES	— 38

L'intégration des étrangers en France, une démarche partenariale ancrée dans les territoires



Le volet territorial de la Semaine de l'intégration, enrichi de centaines d'actions organisées par les acteurs mobilisés dans les départements français auprès des étrangers primo-arrivants, est un témoin de l'implication des préfetures, des collectivités territoriales et de l'ensemble des partenaires locaux qui œuvrent quotidiennement pour l'intégration du public étranger ayant vocation à rester durablement en France, dont les personnes réfugiées.

En effet, le cœur du travail d'accompagnement des étrangers primo-arrivants est mené en proximité, au quotidien, dans les territoires, par de nombreux acteurs, institutionnels, économiques, associatifs et bénévoles.

Les contrats territoriaux d'accueil et d'intégration (CTAI) sont une manière de consacrer ces partenariats par la contractualisation. Ils sont conclus entre l'Etat et des collectivités territoriales : plus de 45 ont été conclus ces dernières années dont 20 avec les plus grandes métropoles, avec un soutien financier de l'Etat. Ces actions



reposent sur une démarche de co-construction entre les services des collectivités et ceux des préfectures. Les contrats permettent de renforcer ces synergies et de soutenir les actions qui prennent en compte les enjeux des territoires et les besoins spécifiques des personnes étrangères. Ainsi, ils renforcent l'efficacité de cette politique d'intégration, conduite au plus près des bénéficiaires.

Cette nouvelle édition de la Semaine de l'intégration a notamment donné lieu à la signature en Moselle du premier avenant au CTAI de Metz, entre M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle, M. François Grosdidier, maire de Metz, M. Khalifé Khalifé, vice-président du centre communal d'action social, en présence de M. Alain Regnier, préfet, délégué interministériel à l'accueil et à l'intégration des réfugiés (DIAIR) et de M. Frédéric Sampson, sous-directeur p. i. de l'intégration des étrangers à la DGEF. Cet avenant a pour objectif de renforcer les dispositifs d'intégration, notamment vers l'emploi.

Le séminaire de lancement de la Semaine de l'intégration

« L'intégration est un impératif, une ambition, un enjeu vital. »



La 4e édition de la Semaine de l'intégration a été lancée le 16 octobre par un séminaire national rassemblant 320 participants à Pantin.

Retrouvez le programme de la journée en annexe

En ouverture, la secrétaire d'Etat chargée de la Citoyenneté et de la Ville, Sabrina Agresti-Roubache, a souligné le caractère impératif et vital de l'intégration à la fois pour les personnes étrangères et pour la société française qui les accueille. Elle a rappelé que l'apprentissage du français et l'adhésion aux valeurs de la République étaient des enjeux fondamentaux pour un parcours d'intégration réussi, et que le projet de loi pour contrôler l'immigration et améliorer l'intégration visait à en relever les ambitions et les exigences.

Le gouvernement est déterminé à améliorer la politique d'intégration et à lutter contre les séparatismes, a rappelé la secrétaire d'Etat.

Avant de prononcer son discours en plénière, la secrétaire d'Etat chargée de la Citoyenneté et de la Ville avait rencontré des acteurs du programme AGIR, en présence de la mission AGIR de la direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité et du préfet de Seine-Saint-Denis, Jacques Witkowski. Deux opérateurs étaient présents,



l'association pour l'Accompagnement, le Mieux-être et le Logement des Isolés (AMLI) et la Fédération des œuvres laïques de Savoie (FOL Savoie), ainsi que des travailleurs sociaux et des personnes réfugiées. Cette rencontre a été l'occasion pour la secrétaire d'Etat, de s'imprégner de leurs expériences, au lendemain de l'extension de son portefeuille aux enjeux liés à la citoyenneté.

Le ministre du travail, du plein-emploi et de l'insertion, Olivier Dussopt, a poursuivi le coup d'envoi du séminaire, via une capsule vidéo, en rappelant que l'intégration des étrangers avait beaucoup progressé ces dernières années, notamment en matière d'action et de financement des programmes d'intégration, grâce au travail partenarial de l'ensemble des acteurs mobilisés, du niveau interministériel au niveau local.



Le ministre a souligné l'enjeu primordial de l'accès à l'emploi des personnes étrangères, notamment dans le contexte du projet de loi pour le plein emploi, rappelant ainsi qu'il était important de remettre le travail au centre de la vie des bénéficiaires du contrat d'intégration républicaine (CIR) car, a-t-il affirmé, il n'y a rien de plus intégrateur que le travail.

« Plutôt que de demander à un organisme de tout faire, ce sont des acteurs ensemble que nous faisons émerger et que nous aidons à se professionnaliser. Ainsi ils orchestrent le parcours des personnes, depuis l'accès aux droits, jusqu'à l'apprentissage de la langue, ou ce jusqu'à l'emploi. En somme, ils travaillent à des parcours sans coupure, c'est-à-dire des parcours qui veillent à agencer de façon individualisée les différentes séquences d'emploi, de formation, de qualification dans un ordre et dans une intensité qui peuvent varier selon les personnes concernées. Le programme AGIR, destiné aux réfugiés et déployé aujourd'hui dans près de 44 départements [en octobre 2023], est un parfait exemple de cette démarche. »

Table ronde | Bilan d'étape du programme AGIR : logement et accès aux droits



Le programme d'Accompagnement global et individualisé des réfugiés (AGIR) a pour objectif de systématiser l'accompagnement des bénéficiaires de la protection

internationale (BPI) vers l'emploi et le logement pérenne en veillant à la cohérence de leurs parcours et à la synergie des dispositifs. En octobre 2023, il est opérationnel dans 44 départements, grâce aux opérateurs désignés à la suite d'une procédure de marché public. Après un an de déploiement, près de 10 000 BPI ont été orientés par l'OFII vers AGIR. Une majorité d'entre eux sont des jeunes, des hommes, dans une situation précaire en termes d'emploi et d'hébergement, selon Alessio Raskine, expert au département des statistiques, des études et de la documentation (DGEF). Stéphane Rouvé, préfet des Côtes-d'Armor, un des premiers départements à avoir déployé le programme AGIR, a insisté sur la priorité de travailler sur la coordination entre les services de l'Etat, l'opérateur, Pôle Emploi et l'OFII. Sylvie Bortot, directrice au Centre communal d'action sociale (CCAS) de la Ville de Metz, a souligné l'enjeu d'articulation du programme AGIR avec les contrats territoriaux d'accueil et d'intégration (CTAI). George Bos, directeur de la mission logement à la DIHAL et conseiller aux affaires intérieures du DIHAL, a poursuivi sur l'importance du travail avec les collectivités en rappelant qu'AGIR est un programme extrêmement ambitieux en termes d'objectifs liés au logement (80% d'accès au logement pérenne ou adapté, une file active de 50 000 BPI accompagnés par an) et qu'il implique ainsi de démarcher et de travailler avec de nouveaux parcs au-delà des logements sociaux, notamment les parcs gérés par



les bailleurs privés. L'accueil des Ukrainiens a constitué sur cet axe un réel laboratoire. Violaine Lavaux, directrice générale adjointe de l'association AMLI, opérateur du programme AGIR dans le département de la Moselle et Mika-Victoire, bénéficiaire du programme AGIR dans ce département, ont, quant à elles, présenté une initiative de l'opérateur consistant à cibler des entreprises en adéquation avec les métiers recherchés par les BPI et à les mettre en relation par du job dating et des incitations à la mobilité au sein du territoire.

■ Le programme AGIR

Le programme pour l'Accompagnement global et individualisé des réfugiés (AGIR) vise à systématiser l'accompagnement des bénéficiaires de la protection internationale vers l'emploi et le logement pérennes. Il consiste en un guichet unique départemental visant à leur assurer un parcours d'intégration sans rupture. Dans chaque département, le programme est déployé par un opérateur unique désigné à la suite d'une procédure de marché public, qui met en œuvre deux prestations :

- un accompagnement individualisé de 24 mois maximum vers l'accès aux droits, le logement, l'emploi et la formation des bénéficiaires,
- la coordination des acteurs locaux, institutionnels et associatifs de l'écosystème local de l'intégration des bénéficiaires de la protection internationale.

Le programme AGIR se déploie depuis le dernier trimestre de l'année 2022 et vise à être généralisé sur le territoire national au premier semestre de l'année 2024. Une réflexion pour le déploiement du programme AGIR dans les territoires d'outre-mer est engagée avec pour enjeu de répondre aux spécificités propres à ces territoires et selon des modalités adaptées.

Table ronde | Insertion dans l'emploi des étrangers primo-arrivants (dont les BPI) : approches innovantes (AGIR et hors AGIR)

L'emploi est l'un des deux piliers du programme AGIR et, qui plus est, un pilier essentiel pour l'intégration des étrangers primo-arrivants dont les réfugiés. Cette séquence a valorisé plusieurs dispositifs innovants et particulièrement adaptés pour l'intégration par l'emploi, puisqu'ils mixent les cours de français langue étrangère (FLE) et l'accès à l'emploi. Le programme AGIR apparaît comme un outil pour fédérer et structurer l'accompagnement proposé par ces différents acteurs.



- Le chantier d'insertion « Conduite vers l'emploi » du CAI Ulis accompagne 25 salariés en CDDI. Selon Karine Lodico, formatrice FLE et accompagnatrice de ce chantier d'insertion, il s'agit d'identifier les besoins au départ pour chaque bénéficiaire, notamment en termes de formation, pour pouvoir construire leur projet professionnel. Mayson Attaf, bénéficiaire de ce chantier d'insertion, a ajouté que le plus grand obstacle à l'emploi est l'apprentissage de la langue.
- Le projet Plateforme'R, porté par COOP AGIR, fonctionne également comme un accompagnement sur mesure en partant des besoins et des talents de la personne, selon Mathieu Cêtre, chef du projet. Pour répondre aux attentes du marché de l'emploi liées à la langue, le projet met en place un sas afin d'atteindre le niveau A2 durant la phase de pré-recrutement mais aussi de post-recrutement, dans le cadre d'un accompagnement pour le maintien dans l'emploi. Ensuite, le projet se décline en trois activités de mise en situation d'emploi en lien avec les secteurs en tension.
- À la différence des deux premiers, le chantier d'insertion « transition écologique vecteur d'insertion » de l'association ESPACES n'impose aucun pré-requis à ses futurs bénéficiaires en termes de niveau de langue ; la seule condition est d'être autorisé à travailler sur le territoire.

Les échanges avec la salle ont mis en exergue plusieurs enjeux, dont le manque de reconnaissance des diplômes, la possibilité de donner accès aux cours de FLE aux demandeurs d'asile, l'exercice difficile de l'entretien d'embauche pour les étrangers, la reconnaissance du français comme compétence professionnelle pour permettre l'indemnisation des cours de FLE.

Consultation | L'accès aux droits et l'accueil des réfugiés dans le cadre des travaux préparatoires du futur Schéma national d'accueil des demandeurs d'asile et d'intégration des réfugiés (SNADAR)



La révision en cours du SNADAR a trois objectifs : adapter, optimiser et piloter, et ce, en lien avec tous les acteurs mobilisés auprès des réfugiés et des demandeurs d'asile. Ainsi, un processus de consultation a été mis à disposition des gestionnaire afin d'identifier les obstacles réglementaires et opérationnels qui constituent des freins à l'accès aux droits et à l'intégration. La deuxième étape est d'élaborer un plan d'action en plusieurs axes,

dont les télé-procédures, la reconstruction de l'état civil, etc. Selon Romain Ragot de la direction de l'asile (DGEF), au cœur de cette révision se situe la prise en compte du moment de bascule du passage du statut de demandeur d'asile à celui de BPI. D'après Frédéric Sampson, de la direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité (DGEF), il est prioritaire de mieux répondre aux besoins d'un nombre croissant de BPI, en structurant l'offre d'accompagnement au niveau territorial, en généralisant le programme AGIR, et en renforçant les partenariats avec les collectivités territoriales. De cette séance de consultation ont émergé des attentes du public concernant notamment l'amélioration de la délivrance des attestations provisoires d'instruction, la réduction des délais de procédures et l'augmentation des places en hébergement. Elle est la première étape du processus de consultation qui donnera lieu à la nouvelle version du SNADAR.



Restauration | Les Cuistots Migrateurs

Le buffet déjeunatoire a été assuré par les Cuistots Migrateurs, une association engagée pour l'insertion socio-professionnelle des personnes réfugiées, qui dispose d'un service de traiteurs dont les chefs sont des réfugiés. Ces chefs cuisinent des recettes de leur pays avec la volonté de changer les regards sur les personnes issues de l'immigration. Les participants au séminaire ont donc pu déguster lors de la pause déjeuner des spécialités syriennes, iraniennes, bengalaises, éthiopiennes ou encore sénégalaises, qui ont été fort appréciées. Depuis 2020, l'association a créé l'Ecole des Cuistots Migrateurs, un centre de formation culinaire qui prépare au diplôme de commis de cuisine.

Le forum | Les outils innovants au service de l'intégration



Le forum, ouvert durant la pause déjeuner, a permis aux participants de découvrir de nouvelles pratiques de mise en œuvre de la politique d'intégration. Différents acteurs ont pu présenter des outils innovants, des études ou des ressources destinés à favoriser l'intégration des étrangers primo-arrivants, répartis en différents espaces :

- l'espace Etudes et Statistiques, avec le département des statistiques, des études et de la documentation (DSED) de la DGEF, a présenté la seconde Enquête longitudinale sur l'intégration des primo-arrivants (ELIPA 2). Le Réseau européen des migrations (REM) a animé une session autour de l'outil éducatif « Destination Europe » du glossaire sur l'asile et les migrations et l'INSEE a partagé les conclusions de son ouvrage « *Immigrés et Descendants d'Immigrés* » ;
- l'espace Ruralité et Mobilité, au sein duquel les participants ont pu découvrir les vidéos « Réfugiés : la vie en mieux dans les territoires » de France Fraternité, une présentation du Centre d'Accueil pour les Réfugiés Sans Abris (CARSA Lafayette) par le groupe SOS Solidarités et les actions de Terre2Cultures en faveur de l'intégration des réfugiés par l'agriculture ;
- l'espace Français, Sport et Culture, avec les stands : programme Primo-Sport de l'UFOLEP Centre-Val de Loire, l'association Kabubu, le dispositif POP ALPHA du Centre de Ressources Illettrisme et Analphabétisme, le dispositif Ouvrir l'Ecole aux Parents pour la Réussite des Enfants (OEPRE), le Centre des monuments nationaux et DEFI Linguistique ;
- un stand « AGIR », tenu par la mission AGIR de la direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité, deux opérateurs et le DSED, qui avait pour objectifs l'analyse des indicateurs AGIR et l'outil « Démarches simplifiées » ;
- un stand consacré au site d'information Réfugiés.info, développé par la DIAIR, qui a présenté cet outil numérique d'accès à l'information à disposition des bénéficiaires de la protection internationale.

Les expositions | Pour un autre regard sur les migrations

→ « Étranger », de Géraldine Aresteau



Cette série de portraits a été réalisée par Géraldine Aresteau, photographe d'origine roumaine engagée depuis quelques années par son art auprès des publics étrangers. Elle présente 52 portraits de personnes étrangères de différentes origines, employées dans des entreprises françaises de différents secteurs, afin de sensibiliser à leur expérience et leur apport à la société française. Dans un ouvrage qui accompagne l'exposition, les employés et employeurs racontent leur rencontre et l'apport mutuel

qui a découlé de leur collaboration au sein de l'entreprise. Ce projet a été réalisé en amont de la campagne présidentielle de 2022 et a été exposé sur la façade de l'Institut du Monde Arabe ainsi que dans les gares de France, afin de lutter contre l'instrumentalisation du sujet des migrations lors de l'élection et de mettre en valeur le dynamisme et l'apport des personnes étrangères dans l'économie et la société françaises. L'exposition est maintenant portée par Le Théâtre des Amandiers de Nanterre, qui la présente dans des lycées et organise des sessions de réflexion avec les étudiants autour de la thématique des migrations.

→ « Portraits de France », du Musée de l'Homme et du groupe de recherche Achac

Cette exposition itinérante a été commandée par le Président de la République et inaugurée à l'occasion du 10 mai 2023, Journée nationale de la mémoire de l'abolition de l'esclavage, afin de valoriser le rôle décisif qu'ont eu de nombreuses personnalités étrangères dans la vie publique et politique française, de la Révolution française au XXI^e siècle. Elle présente une frise chronologique des périodes marquantes de la République française, ponctuée de biographies de 318 personnalités



aux parcours de vie remarquables qui ont participé au destin de la France, afin de sensibiliser le public à l'ancrage de l'Histoire de France dans de multiples territoires et à son incarnation par des personnes d'horizons très divers. Ils sont des sportifs, des artistes, des écrivains, des scientifiques, des militants, des politiques, des militaires, souvent méconnus et qui font pourtant partie du patrimoine national. L'objectif est de restaurer leur mémoire et de montrer leur apport au rayonnement de la France.

Mini-séminaire | L'apprentissage du français

La maîtrise du français constitue une condition préalable indispensable à un parcours d'intégration réussi. Pour beaucoup d'étrangers signataires du contrat d'intégration républicaine, l'apprentissage du français reste un chemin long et parfois difficile, comme l'illustrent les résultats de l'enquête Elipa 2. Le dispositif de formation linguistique du CIR, porté par l'OFII, vise à amorcer l'intégration linguistique des étrangers primo-arrivants et est construit sur 4 parcours obligatoires, de 100



à 600 heures. La mise en œuvre d'un positionnement linguistique professionnalisé permet depuis 2022 de mettre en adéquation les supports pédagogiques avec les besoins du public et d'affiner ainsi l'orientation des signataires du CIR. Néanmoins, une part importante du public des étrangers primo-arrivants, peu ou pas scolarisée dans son pays d'origine, ne maîtrise pas la lecture-écriture. Pour améliorer le parcours d'intégration des primo-arrivants analphabètes, il est nécessaire de développer les compétences pédagogiques des formateurs des adultes qui accompagnent ce public : de nombreuses initiatives existent et ont été présentées durant ce séminaire, telles que des cycles de formations (projet APIMI) ou des malles pédagogiques (projet POP ALPHA).

Mini-séminaire | L'intégration par le sport

Le sport comme vecteur d'intégration est producteur de lien social. Il permet également de surmonter la barrière de la langue, d'améliorer la santé mentale, notamment dans le cas des réfugiés ayant subi des traumatismes, et peut servir de tremplin vers l'emploi. Plusieurs initiatives ont été présentées, qui facilitent l'insertion socio-professionnelle des publics étrangers par la pratique sportive ou le « sociosport ». L'intégration par le sport se décline également par la formation professionnelle aux métiers du sport, à l'image de la formation SPLASH portée par l'OPCO AFDASS et Kabubu, qui forme au métier de maître-nageur, secteur en tension en France. Une autre manière de créer des ponts entre les étrangers primo-arrivants et le monde de l'entreprise est de créer des espaces de rencontres entre les



publics étrangers et les recruteurs des entreprises dans le cadre d'événements sportifs faisant office de job dating, dans lesquels les *soft skills* des demandeurs d'emploi vont être mis en avant, tels que le respect des règles, l'adaptabilité, le leadership, etc. C'est le cas de l'initiative « Du stade vers l'emploi », portée par Pôle emploi, qui se concentre sur les secteurs en tension. Les enjeux d'inclusion des personnes en situation de handicap et de garantie de la mixité femme-homme au sein de ces initiatives sont à prendre en compte.

Mini-séminaire | L'intégration par la culture

Plusieurs rôles peuvent être conférés à la culture, le premier étant la découverte de la société d'accueil (lieux et patrimoine, mais aussi la langue française). Le deuxième est de permettre des échanges avec la société d'accueil autour de la pratique artistique, pour une autre forme de cohésion. Enfin, la culture peut être un vecteur de reconstruction, de stabilité et d'expression pour les artistes réfugiés qui reprennent leur pratique artistique dans le pays d'accueil. Dans le parcours d'intégration, la culture est souvent reléguée au dernier plan, alors que le lien culturel, la langue et l'identité sont fondamentaux pour ces personnes. L'interculturalité est également une notion qu'il convient d'approfondir : il y a la découverte de la société française mais il y a également la culture de l'autre. Ce séminaire a présenté 3 initiatives pour l'accès à la culture des publics étrangers : depuis 2021, le théâtre National Populaire de Villeurbanne accueille un groupe de dix personnes originaires d'Afghanistan, déjà formées au métier de metteur en scène, vers la maîtrise du français, avec pour ambition finale de leur permettre d'écrire et d'interpréter deux spectacles au Théâtre. Le programme « Action culturelle et langue française » de la délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF) vise à prévenir l'illettrisme par l'action culturelle. Le Centre des monuments nationaux s'est également mobilisé en signant une convention avec l'OFII et la direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité afin de permettre des visites guidées ainsi que des ateliers de pratique artistique dans le cadre de la formation du Parcours d'intégration républicaine. L'objectif est d'envoyer un message fort aux nouveaux arrivants : « Ce patrimoine, c'est aussi le vôtre ».



Mise en perspective | Regards de l'étranger

Cette séquence visait à mettre en perspective les dispositifs d'intégration présentés durant le séminaire, et notamment le bilan d'étape du programme AGIR, à travers le regard de deux partenaires étrangers de la politique française d'intégration : Jörn Thiessen, directeur du département Patrie, Démocratie et Cohésion sociale du ministère de l'intérieur et de la patrie (BMI) de la République fédérale d'Allemagne et Thomas Liebig, administrateur principal à la division des migrations internationales de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).



Jörn Thiessen a porté un plaidoyer selon lequel « l'intégration doit se faire depuis le début ». Il a rappelé l'importance, comme le fait le programme AGIR, d'avoir un guichet unique, un référent à même de fournir les informations nécessaires aux nouveaux arrivants en termes de démarches administratives, de santé, de conseils aux parents, d'obtention d'un logement et d'accès à l'emploi. Il

a enfin porté un message de vivre ensemble et a prôné la coopération resserrée des acteurs mobilisés pour une intégration réussie des étrangers primo-arrivants.

Thomas Liebig a souligné l'intérêt de son organisation pour le lancement, par la France, du programme AGIR, dans un contexte global d'engagement accru des Etats à prendre en compte la diversité des besoins des étrangers primo-arrivants, au-delà des cours de langue ou de la formation à la citoyenneté. A ce titre, la France se situe à l'avant-garde des pays de l'OCDE, aux côtés de pays comme l'Allemagne, qui a mis en place une « chaîne de l'intégration »



différenciée selon les besoins de publics particuliers (y compris les demandeurs d'asile), et les pays scandinaves (Suède, Norvège, Danemark) qui ont investi massivement dans des programmes structurés pour l'accompagnement global et intégral des réfugiés, y compris sur un temps très long (3 ans et plus). Si la France a opté pour une concentration des moyens sur les deux premières années suivant l'obtention du statut de réfugié, cette approche permet de maîtriser les dépenses tout en mettant l'accent sur les étapes les plus cruciales du parcours d'intégration. L'accent tout particulier mis sur les problématiques de logement traduit également une bonne compréhension, par la France, de l'importance de ce sujet pour une intégration réussie.

Pour élargir les perspectives, M. Liebig a également souligné tout l'intérêt qu'il y a, par-delà les enjeux de l'insertion durable dans l'emploi, dans le logement et l'accès aux droits, à développer un quatrième axe, sur lequel a particulièrement investi le

gouvernement régional des Flandres, en Belgique : celui de l'engagement citoyen des étrangers primo-arrivants dans leur société d'accueil, à travers des programmes de mentorat ou de coaching, qui favorisent les interactions avec la société d'accueil à travers la mobilisation d'acteurs locaux pour faire découvrir aux étrangers primo-arrivants la culture ou les modes de vie du pays d'accueil ou les accompagner dans un engagement associatif local qui accélère leur parcours d'intégration.

Table ronde | L'engagement des entreprises au service de l'intégration

De nombreux acteurs économiques, sous forme de groupements d'entreprises notamment, s'engagent en faveur des étrangers primo-arrivants. Leur mobilisation permet à la fois d'accompagner les nouveaux arrivants vers l'accès à l'emploi et la mobilité, mais aussi de satisfaire les besoins des secteurs en tension, en alimentant le marché du travail de nouveaux travailleurs, souvent très qualifiés et avec des compétences et des expériences complémentaires de celles de la société d'accueil. Les CREPI, clubs régionaux qui rassemblent 240 entreprises et accompagnent chaque



année 6 000 personnes, ont initié le programme « Destination Emploi » financé par le programme 104, qui vise à mettre en place un parcours d'accompagnement vers l'emploi des primo-arrivants pour une durée de six à huit mois, avec un objectif de 50 % de retour à l'emploi.

Parmi les difficultés liées au recrutement des personnes étrangères primo-arrivantes figurent des difficultés administratives et linguistiques, la méconnaissance du pays qui peut parfois être un frein, les différences entre les compétences et formations acquises dans le pays et celles nécessaires en France, le manque de réseau et la méconnaissance des techniques de recherche d'emploi. L'objectif du GIP « les entreprises s'engagent » est d'ouvrir l'entreprise aux publics étrangers primo-arrivants à l'aide de divers dispositifs, tels que le mentorat ou encore de nouvelles méthodes de recrutement sans CV, afin d'aller au-delà des qualifications et de pallier les difficultés relevées ci-dessus. Ces projets sont soutenus grâce au mécénat d'entreprise.

Les Groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) parient sur le potentiel des personnes éloignées du marché du travail en les embauchant en contrat de professionnalisation ou d'alternance, dans différents secteurs, notamment les métiers en tension. Deux d'entre eux, le groupement « A lundi » et le projet « Vivre ici » ont témoigné de leurs actions, accompagnés de plusieurs chefs d'entreprises adhérents ayant recruté des étrangers primo-arrivants (SARL Mogabure, Tekniaero, ID Verde, Etam).

Enfin, les OPCO sont des partenaires essentiels des clubs d'entreprises, permettant le financement des contrats d'apprentissage, le recrutement de publics correspondant aux besoins des entreprises et un appui à la formation. Le dispositif AIRE de l'Opcommerce prépare les réfugiés à l'emploi en plusieurs étapes : un renforcement en français, une formation en *soft skills*, une formation métier et une immersion en entreprise.

Clôture | Lancement de la 3^e édition de la Semaine de l'intégration

Ce séminaire s'est terminé par les interventions du directeur de l'intégration et de l'accès à la nationalité de la DGEF, David Coste, du délégué interministériel à l'accueil et à l'intégration des réfugiés (DIAIR), Alain Régnier, du délégué interministériel à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL), Sylvain Mathieu, du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), Didier Leschi, et du haut-commissaire à l'emploi et à l'engagement des entreprises, Thibaut Guilluy.

Après avoir remercié l'ensemble des acteurs mobilisés au niveau national pour la Semaine de l'intégration, ils ont fait le constat positif des avancées exposées depuis trois ans, et de l'importance de cet événement. Ils ont noté l'essor important de la politique d'intégration, notamment via la mise en œuvre du programme AGIR, qui célébrait le jour du séminaire l'entrée du 10 000^{ème} bénéficiaire dans le dispositif.

Malgré cette forte mobilisation des acteurs publics, privés et associatifs, ils ont relevé qu'il restait encore des défis, notamment en termes de garantie de l'accès au logement. Ce défi ne sera relevé que par le travail partenarial entre les services de l'Etat, les collectivités, la société civile et les bailleurs privés. Ce besoin primaire de logement est certainement l'un des enjeux majeurs de l'intégration, mais l'emploi, la formation linguistique et le partage de la culture sont quant à eux les clés d'une intégration pleinement réussie. Enfin, le changement de regard sur les étrangers est également primordial, ainsi que l'application du principe de laïcité, afin de créer un cadre commun sans lequel il serait impossible de « marcher ensemble et vivre ensemble ».

Le directeur de l'intégration et de l'accès à la nationalité, David Coste, a conclu en rappelant que même si le gouvernement a fait de l'accompagnement des réfugiés un axe prioritaire, via le programme AGIR, d'autres personnes étrangères ont besoin de cet accompagnement, et que c'est bien à l'ensemble des étrangers primo-arrivants que s'adresse la politique d'intégration.



Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer / F. BALSAMO

Les événements de la Semaine de l'intégration

Partout en France, dans l'Hexagone et en outre-mer, plus de 530 événements ont été organisés par les acteurs de l'intégration, contre 400 l'année précédente. Cette réussite témoigne d'une installation de cette Semaine dans le paysage de l'intégration des étrangers en France.

Ces événements ont permis de valoriser les actions mises en œuvre sur l'ensemble du territoire en faveur de l'intégration des étrangers notamment dans les domaines de la formation et de l'emploi, de l'accès au logement et à la santé, de l'apprentissage du français, de la mobilité, de la citoyenneté et des valeurs de la République, de la jeunesse, de la culture et du sport.

Ils ont aussi été l'occasion de mettre en lumière des parcours réussis d'intégration d'étrangers.

Une brève sélection est présentée dans les pages suivantes.



Atelier de soutien à la parentalité
« Parlons français à l'école de nos enfants » (BOP 104)
en Bretagne, à Rennes

➔ Mission de bénévolat de bénéficiaires du programme AGIR et du service d'accueil des déplacés d'Ukraine au Festival Lumière en Auvergne-Rhône-Alpes, à Lyon

Organisateur : Forum Réfugiés

L'Institut Lumière bénéficie chaque année de l'appui d'une équipe de bénévoles pour l'organisation du Festival Lumière. Parmi ceux-ci, une cinquantaine de personnes bénéficiaires d'une protection internationale ou temporaire issues du programme AGIR et du service d'accueil des déplacés d'Ukraine, qui sont amenées à exercer tout type de tâches (accueil du public, installation des salles, distribution du journal du festival...). Un temps de valorisation de ce partenariat et d'échanges avec les personnes réfugiées bénévoles a été organisé le jeudi de la Semaine de l'intégration.



➔ Première conférence départementale des acteurs de l'intégration de Saône-et-Loire, en Bourgogne-Franche-Comté, au Creusot

Organisateurs : DDETS et Ville du Creusot

La DDETS a organisé, en partenariat avec Le Creusot, des assises départementales, présidées par Yves Seguy, préfet de Saône-et-Loire, à destination des parties prenantes de l'intégration (élus, collectivités, associations, bénévoles, représentants des services de l'Etat, parlementaires, entreprises, structures d'insertion, organismes de formation, bailleurs, bénéficiaires). Cet événement avait pour objectif de faire vivre cette politique dans le département et sa tradition d'accueil en milieu rural, de renforcer et développer les partenariats, notamment en matière de logement, de valoriser les actions réalisées et d'encourager un réel partage d'expériences. Il a également permis de porter des messages de sensibilisation et de promotion de la contractualisation, notamment auprès des entreprises et des élus, un projet de CTAI étant en cours avec la Ville de Montceau-les-Mines. Plus de 150 acteurs y ont participé.



➔ Atelier de soutien à la parentalité « Parlons français à l'école de nos enfants » (BOP 104) en Bretagne, à Rennes

Organisateur : Organisme de formation professionnelle CLPS de Rennes

Le centre de formation CLPS a organisé, en présence des services de la préfecture et de la DREETS, un atelier sociolinguistique de soutien à la parentalité visant l'intégration de parents d'enfants scolarisés à Rennes au sein des quartiers prioritaires. Les objectifs étaient pluriels : permettre aux parents de mieux appréhender la scolarité de leurs enfants et de jouer leur rôle éducatif, renforcer le lien de convivialité école-parent, développer la relation parent/enfant et parent/enseignant et favoriser le vivre ensemble et l'intégration des familles étrangères par la médiation de l'école. Les champs couverts sont vastes et diversifiés et ont été abordés lors d'un échange avec les animateurs de l'atelier et les personnes bénéficiaires : des actions telles que la tenue d'ateliers de cuisine, la visite de musées ou encore des déplacements au sein des différents arrondissements du département pour découvrir l'histoire de ces derniers sont organisées à l'attention des mères de famille présentes. L'action est financée par le ministère de l'intérieur dans le cadre du BOP 104, ainsi que par le CTAI de la ville.

■ Quel est l'impact sur les familles primo-arrivantes d'Ille-et-Vilaine ?

Cette action permet aux habitants d'être acteurs au sein de l'environnement scolaire et de prendre part aux projets pédagogiques engagés sur les territoires. Parallèlement aux objectifs spécifiques visant une meilleure connaissance de l'institution scolaire et un suivi approfondi de la scolarité des enfants, la formation cible un usage quotidien de la langue et l'apprentissage des outils visant à faciliter l'insertion dans la société française (y compris l'adhésion aux principes et valeurs de la République). Enfin, elle permet de mobiliser en priorité le public féminin primo-arrivant (plus de 90% des bénéficiaires) et de faciliter globalement un parcours d'intégration.

■ Mise en perspective d'un autre dispositif de soutien à la parentalité : « Ouvrir l'école aux parents pour la réussite des enfants »

Depuis 2008, la direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité (DIAN) du ministère de l'intérieur et des outre-mer et la direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) du ministère de l'éducation nationale se mobilisent en faveur des parents d'élèves étrangers à travers ce dispositif déployé sur l'ensemble du territoire pour contribuer à améliorer les chances de réussite des enfants à l'école. Les parents bénéficient de formation au sein des établissements scolaires avec trois objectifs : l'acquisition de fondamentaux du français, la connaissance des valeurs républicaines, la compréhension du fonctionnement et des attentes de l'école vis-à-vis des élèves et des parents. En 2022-2023, plus de 19 470 parents allophones ont participé aux 1 049 ateliers.

→ **Rencontre de demandeurs d'asile et bénéficiaires de la protection internationale avec des acteurs du secteur économique local au travers du sport en Centre-Val-de-Loire, à Issoudun, dans l'Indre**



Organisateur : HUDA Solidarité Accueil

Le centre d'hébergement d'urgence des demandeurs d'Asile d'Issoudun a organisé pour les personnes hébergées une rencontre sportive avec l'entreprise locale Kalium et des étudiants des différentes formations d'Issoudun dans l'optique d'une mise en relation pour de potentiels stages en milieu professionnel ou propositions d'emploi pour les bénéficiaires d'une protection internationale souhaitant d'installer dans le pays Issoldunois. Un tournoi de football en salle a été organisé entre plusieurs équipes mixtes (étudiants, pensionnaires du centre, employés et responsables de Kalium) et s'est conclu par un repas multiculturel préparé par les demandeurs d'asile. Au total, une quarantaine de personnes, dont une vingtaine de pensionnaires du centre, ont participé.

■ **Quel est l'impact sur les étrangers primo-arrivants d'Indre ?**

Cette action a permis aux demandeurs d'asile et réfugiés présents d'échanger leurs contacts avec les représentants de l'entreprise Kalium, avec la possibilité de venir visiter l'entreprise ou même, pour certains d'entre eux, d'obtenir une promesse d'embauche.

→ Session de formation civique destinée aux signataires du Contrat d'intégration républicaine en Corse, à Ajaccio

Organisateur : OFII

Cette formation organisée par l'OFII à destination des signataires du contrat d'intégration républicaine (CIR), vise à présenter les démarches administratives immédiates à réaliser en matière de santé, d'emploi, de parentalité et de logement. La séquence de formation a également eu pour objectif d'apporter des repères géographiques sur le territoire et l'organisation administrative de la France mais aussi de présenter les symboles et valeurs de la République. La première séance de formation du 20 octobre s'est déroulée en 5 parties :

- la découverte de la France, avec une présentation de la géographie nationale, des valeurs de la République et les différentes démarches administratives à réaliser ;
- la santé, pour présenter aux stagiaires les différents droits et les démarches pouvant être réalisées dans ce domaine ;
- l'emploi, pour permettre aux stagiaires d'identifier les différents interlocuteurs de l'insertion et l'emploi, ainsi que les démarches à entreprendre pour rechercher un emploi ;
- la parentalité, pour expliquer les responsabilités des parents vis-à-vis de leurs enfants ;
- le logement, pour faire connaître les moyens existants pour rechercher un logement et entreprendre des demandes auprès des parcs privé et public.

16 signataires du CIR ont participé à cette journée de formation.

■ La formation civique dans le cadre du parcours d'intégration républicaine

Afin de mieux s'approprier les principes de la République et les valeurs de la société française, les étrangers sont tenus de participer à une formation civique de quatre jours. Elle est constituée de cinq thématiques :

- **le portrait de la France** : principes et valeurs républicains qui fondent la vie en France et équilibre entre droits et devoirs ;
- **la santé** : accompagnement dans les démarches pour l'ouverture des droits ;
- **l'emploi** : présentation du cadre légal, recherche d'emploi, reconnaissance de l'expérience, des diplômes et qualifications ;
- **la parentalité** : autorité parentale et droits des enfants, garde d'enfants, scolarité ;
- **le logement** : orientation vers un logement adapté à la situation de chacun.

→ Événement de lancement de la Semaine de l'intégration – Rencontre du préfet de la Meuse avec les opérateurs et des jeunes allophones entrés en Contrat d'Engagement Jeunes dans le Grand Est, à Verdun

Organisateur : Mission locale du nord meusien

Le lancement de la Semaine de l'intégration dans le département de la Meuse a été assuré par le préfet Xavier Delarue, qui a organisé une rencontre avec des opérateurs meusiens intervenant au titre de l'accompagnement du public des étrangers primo-arrivants, que ce soit au titre de l'hébergement ou des parcours d'insertion et d'apprentissage linguistique. Cet événement a été l'occasion de mettre en lumière 6 jeunes allophones ayant intégré un groupe au titre du « Contrat d'Engagement Jeunes » mis en place par la Mission Locale du Nord Meusien. Le préfet a réaffirmé l'engagement des services de l'Etat au titre de l'insertion socio-professionnelle des étrangers primo arrivants.

→ Job dating pour le renforcement de la mobilité des étrangers primo-arrivants dans le bassin Creillois dans les Hauts-de-France, à Creil, dans l'Oise

Organisateur : DDETS et préfecture

La DDETS et la préfecture de l'Oise ont organisé une session de job dating entre des structures d'insertion par l'activité économique opérant dans le bassin creillois et 12 étrangers primo-arrivants. L'objectif était d'intégrer ces derniers dans l'un des dispositifs d'insertion par l'activité économique (IAE) présentés lors de l'événement.

■ Quel est l'impact sur les étrangers primo-arrivants de l'Oise ?

A l'issue de cet événement, les 12 étrangers primo-arrivants en recherche d'emploi présents ont été engagés dans un dispositif d'une année consistant en une formation en français langue étrangère, un accompagnement social et vers l'hébergement, l'apprentissage pour obtenir le permis de conduire et la signature d'un contrat à durée déterminée d'insertion avec la structure d'accueil.



→ Portes ouvertes de l'entreprise d'insertion par le numérique Inersite en Ile-de-France, aux Mureaux, dans les Yvelines

Organisateur : Mission Locale des Mureaux et Entreprise Inersite

L'entreprise d'insertion par le numérique Inersite, située aux Mureaux, a présenté son activité de lutte contre la fracture numérique pour accompagner les personnes en difficulté d'emploi grâce à des ateliers de chantiers d'insertion ciblant notamment des étrangers primo-arrivants. Ces derniers ont pu participer à des ateliers informatiques (ordinateur, labo photo, casque virtuel, quiz, etc.). D'autres acteurs locaux, dont des associations qui accompagnent de manière spécifiques les bénéficiaires de la protection internationale et les bénéficiaires de la protection temporaire, étaient également présents.



→ Lancement du programme AGIR par le préfet de la Manche en Normandie, à Saint-Lô

Organisateur : préfecture et DDETS

Le préfet de la Manche, Xavier Brunetière, a donné le coup d'envoi de la Semaine de l'intégration dans le département, par le lancement du programme d'Accompagnement global et individualisé des réfugiés (AGIR) pour l'emploi et le logement, en présence de Maud Vallée, de France Terre d'Asile, opérateur chargé du déploiement d'AGIR dans la Manche.



■ Quel impact sur les étrangers primo-arrivants de la Manche ?

Au 31 décembre 2023, 135 bénéficiaires de la protection internationale étaient bénéficiaires du programme AGIR, dont 47 femmes. A partir de leur orientation par l'OFII, le délai de prise en charge par l'opérateur a été de 11 jours.

➔ Formation linguistique à visée professionnelle vers les métiers du bâtiment et des travaux publics en Nouvelle-Aquitaine, à Brax, dans le Lot-et-Garonne

Organisateur : Structure de l'insertion par l'activité économique ANETTI

L'objectif de cette formation linguistique à visée professionnelle, organisée par la SIAE ANETTI, est de favoriser l'employabilité des bénéficiaires à l'issue du parcours. Il s'agit d'une formation en maçonnerie traditionnelle et travaux publics sur 12 semaines pour 10 personnes étrangères primo-arrivantes intégrant des cours de français langue étrangère axé sur les métiers du bâtiment. Elle est accompagnée d'une évaluation en français réalisée en



amont et en aval de la formation par la plateforme linguistique Syllabe. Un partenariat avec l'agglomération permet des mises à disposition de vélos pour les apprenants.

■ Quel est l'impact sur les étrangers primo-arrivants du Lot-et-Garonne ?

Lors de cette session, les 10 participants ont reçu, en présence du préfet, Daniel Barnier, les attestations de réussite « Passeports sécurité PASI VINCI » et de la formation gestes et postures, avec 100 % de réussite. La progression en français a été très importante. Tous sont parvenus à s'exprimer et à participer aux échanges.

■ Les formations linguistiques à visée professionnelle

Les formations linguistiques à visée professionnelle ont pour principal objectif de renforcer les acquis linguistiques des étrangers afin de leur permettre d'accéder aux dispositifs de droit commun de formation professionnelle et à l'emploi. Elles consistent en un apprentissage contextualisé de la langue, ciblant le vocabulaire technique du secteur professionnel visé, et sont parfois combinées à une formation technique aux compétences et aux gestes liés aux métiers ou formations concernées, par des immersions en entreprises. Ces formations visent une employabilité rapide, particulièrement dans les secteurs professionnels en tension. Elles font partie des outils à disposition des acteurs de l'intégration, qui répondent au double-objectif de l'apprentissage de la langue et de l'accès à l'emploi.

→ Visite de l'école du Centre d'accueil des demandeurs d'asile (CADA) La Luciole lors d'un cours d'alphabétisation à destination des femmes en Occitanie, à Nîmes

Organisateur : Groupe SOS Solidarités

L'École du CADA La Luciole, créée en 2018 et gérée par le groupe SOS Solidarités, propose des ateliers d'apprentissage du français pour permettre l'autonomie dans les lieux sociaux, l'accompagnement à la mobilité et l'intégration par une meilleure connaissance de l'environnement socioculturel. 174 apprenants sont inscrits dont 38% de femmes. Cette proportion importante de femmes est favorisée par la possibilité de suivre les cours d'apprentissage de la langue en présence de leurs enfants sur le site. L'objectif de cette visite était de valoriser un projet innovant et le travail réalisé sur le territoire, notamment concernant les cours de français femmes-enfants, seul projet proposant ce format.

→ Séminaire « santé mentale, asile et intégration » en Pays-de-la-Loire, à Nantes

Organisateur : DDETS et agence régionale de la santé en lien avec le Projet territorial de santé mentale

Conformément aux orientations du schéma régional des demandeurs d'asile et des réfugiés, les services de l'État ont souhaité organiser un temps d'échange sur la thématique santé mentale, pour donner à voir les ressources territoriales et renforcer l'interconnaissance des acteurs de terrain. Avec l'appui de la ville de Nantes, qui a accueilli l'événement en ses murs, de l'agence régionale de santé (ARS), mais aussi avec le concours du projet territorial de santé mentale et de l'association Psy active, un programme riche en contenu a pu être proposé avec des temps de conférences plénières le matin, des débats, et des déambulations entrecoupées de mini-conférences thématiques l'après-midi. 200 personnes ont participé à l'événement (sur inscriptions) avec des très bons retours des acteurs de terrain qui ont ainsi découvert les ressources territoriales sur le volet santé mentale.



→ Atelier d'accompagnement vers l'accès aux droits en Provence-Alpes-Côte-D'azur, à Digne-les-Bains

Organisateur : Conseil départemental d'accès aux droits

Le Conseil départemental d'accès aux droits des Alpes-de-Haute-Provence (CDAD 04) a mis en place des ateliers pour les étrangers primo-arrivants, animés par un juriste, afin de les accompagner dans les démarches administratives. Les objectifs de ces ateliers sont d'accompagner l'intégration des primo-arrivants, en les informant sur leurs droits, sur les demandes de réunification ou de regroupement familial, les demandes de naturalisation ou encore sur les renouvellements de titre de séjour, d'orienter vers les dispositifs existants et de faire connaître les permanences juridiques pour les étrangers primo-arrivants.



→ Cérémonie de signature du contrat d'intégration républicaine (CIR) en Martinique, à Fort-de-France



Organisateur : Préfecture et OFII

Le bureau des migrations et de l'intégration de la préfecture a accueilli dans ses locaux la cérémonie de signatures des contrats d'intégration républicaine (CIR), conduite par l'OFII. Il s'agissait de suivre le parcours d'un primo-arrivant dans les différentes étapes en vue de la signature de son CIR :

- accueil collectif avec les usagers (environ 1h) ;
- entretien individuel de positionnement linguistique avec le prestataire FORE (environ 30 min) ;
- entretien individuel avec l'auditeur de l'OFII (environ 30 min).

Plusieurs signatures de CIR ont ensuite eu lieu et la cérémonie s'est clôturée par des témoignages d'anciens signataires du CIR.

■ Le Contrat d'intégration républicaine (CIR)

La signature d'un CIR marque l'engagement de l'étranger dans le parcours d'intégration républicaine. Il est signé par les étrangers primo-arrivants, dont les réfugiés, admis pour la première fois au séjour régulier en France et qui souhaitent s'y installer durablement. Au cours du premier entretien avec l'agent de l'OFII, deux formations obligatoires sont prescrites : la formation civique et, si le besoin en est constaté, une formation linguistique adaptée au niveau de langue de l'étranger primo-arrivant.

En 2023, près de 128 000 CIR ont été signés, dont une majorité par des personnes admises au séjour pour motifs familiaux ou liés à l'asile.

Cette année encore, la direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité (DIAN) et sa sous-direction de l'intégration des étrangers (SDIE) se sont rendues à plus d'une vingtaine d'événements organisés sur le territoire

A la rencontre des acteurs du déploiement du programme AGIR

→ Forum des métiers à destination des bénéficiaires du programme AGIR dans le Gard, à Nîmes

Organisé par la DDETS et l'opérateur AGIR Entraide Pierre Valdo, cet événement a réuni Pôle emploi, des entreprises du territoire et des personnes réfugiées pour échanger sur leur projet d'insertion professionnelle et leur présenter des métiers.

Le programme AGIR est déployé dans le Gard depuis fin 2022 avec près de 140 bénéficiaires de la Protection Internationale (BPI) accompagnés (au 31 décembre 2023) par l'opérateur AGIR, Entraide Pierre Valdo.

→ Rencontre de l'opérateur AGIR Association ACAL avec les services de l'Etat du département des Pyrénées-Orientales et les acteurs du Service public de l'emploi dans ses locaux, à Perpignan

Cette rencontre a abouti à la signature de la convention de partenariat entre le Service public de l'emploi et l'opérateur AGIR, qui a ensuite présenté ses actions et des portraits de personnes accompagnées. Pôle Emploi est intervenu sur les leviers d'action en faveur de l'insertion professionnelle des réfugiés sur le territoire. Un forum des métiers a également permis la rencontre de bénéficiaires et d'entreprises locales.

Le programme AGIR est déployé dans les Pyrénées-Orientales depuis décembre 2022 avec près d'une centaine de BPI accompagnés vers l'emploi et le logement pérennes par l'opérateur AGIR, l'association ACAL.

→ Réunion d'échange de la préfecture du Val-de-Marne, à Créteil, avec la DRIEETS, l'OFII et l'opérateur AGIR Groupe SOS Solidarités ainsi que des porteurs de projets en faveur de l'intégration des étrangers

Cette réunion a été l'occasion de réfléchir à l'articulation du programme AGIR avec les projets engagés dans le territoire.

Le programme AGIR est déployé dans le Val-de-Marne depuis juin 2023, avec près de 953 BPI accompagnés au 31 décembre 2023 par l'opérateur AGIR, le Groupe SOS Solidarités.

→ Comité départemental de l'intégration dans les Côtes-d'Armor, à Saint-Brieuc

Le comité départemental des Côtes-d'Armor, présidé par le préfet Stéphane Rouvé, a rassemblé l'ensemble des acteurs locaux de l'intégration, institutionnels et associatifs, la DT OFII, Pôle emploi, les missions locales, les acteurs du logement dont les bailleurs sociaux, le monde économique avec notamment les structures de l'insertion par l'activité économique ainsi que les collectivités territoriales. Il a donné lieu à un premier bilan du programme AGIR après sa première année de mise en œuvre, par l'opérateur AGIR, Envergure.

Le département des Côtes-d'Armor est le premier à avoir initié le déploiement du programme AGIR, par l'action de l'opérateur Envergure. Après un an de déploiement, 188 bénéficiaires de la protection internationale ont été orientés vers le programme.

→ Portes Ouvertes dans les locaux prévus pour l'accueil des BPI et des partenaires, organisées par l'opérateur AGIR, la Fondation FACE VAR, à Toulon

Cet événement a permis aux partenaires du programme AGIR, et également à la mission AGIR de la sous-direction de l'intégration des étrangers (DGEF) de visiter les locaux, de rencontrer les équipes qui accompagnent les bénéficiaires et d'écouter les témoignages de bénéficiaires de la protection internationale sur leur parcours.

Le programme AGIR est déployé dans le Var depuis septembre 2023 avec près de 279 BPI accompagnés au 31 décembre 2023 par l'opérateur AGIR, la fondation FACE Var.

→ Conférence régionale de l'intégration en Auvergne-Rhône-Alpes, à Lyon

Durant cette conférence, une table ronde ayant pour problématique « Comment AGIR modifie le paysage de l'intégration des réfugiés ? » a fait intervenir l'opérateur AGIR de l'Isère, Alfa3a, la DDETS de Savoie et la DT Pôle Emploi du Cantal. Des initiatives inspirantes ont été partagées, telles que des permanences d'un psychologue auprès des bénéficiaires d'AGIR ou des sorties du programme AGIR réalisées en « commissions de sortie » avec la DDETS, l'OFII, l'opérateur et le bénéficiaire.

Le programme AGIR est déployé dans le Rhône depuis juillet 2023 avec près de 1 328 BPI accompagnés au 31 décembre 2023 par l'opérateur AGIR, Forum Réfugiés.

L'importance d'une insertion durable dans l'emploi

→ Présentation de l'association DUO for a JOB et de leur programme de mentorat en Ile-de-France, à Saint-Ouen

L'objectif de ce programme de mentorat est de créer des binômes intergénérationnels pour une durée de 6 mois, associant un jeune étranger primo-arrivant en recherche d'emploi, de stage ou de formation et un mentor bénévole de plus de 50 ans (toujours actif ou retraité) qui accompagne le jeune dans la définition de son parcours professionnel.

→ Job dating entre des étrangers primo-arrivants et des entreprises du territoire, des GEIQ et organismes de formation, par le club FACE de Normandie et France Terre d'Asile à Saint-Etienne-du-Rouvray

Ce type d'événement permet de sensibiliser et mobiliser les acteurs économiques du territoire pour renforcer leur engagement en faveur de l'insertion professionnelle des étrangers primo-arrivants. Il favorise également l'accès à l'emploi des personnes étrangères par la découverte de métiers et leur mise en situation d'entretiens, en créant des opportunités pour les entreprises en besoin de recrutement notamment dans des secteurs en tension.

→ Lancement de la nouvelle promotion du programme Kodiko pour l'accompagnement et l'insertion professionnelle des BPI à Rennes

Ce programme comprend un accompagnement individuel réalisé avec un binôme salarié actif au sein d'une entreprise partenaire, afin de travailler sur le projet professionnel, la structuration du réseau, la méthodologie de recherche d'emploi, la transmission des codes professionnels et la pratique du français à visée professionnelle. L'événement a donné lieu à des témoignages de participants de la précédente promotion et à deux ateliers, l'un sur la gestion numérique des rendez-vous et d'un agenda et l'autre sur la pratique du yoga comme outil de détente.

L'éventail des solutions d'intégration

→ La contractualisation | Signature du renouvellement du CTAI de la Métropole de Grenoble

La métropole de Grenoble a été l'une des onze premières collectivités à s'engager en 2019 aux côtés de l'État en faveur de l'accueil et de l'intégration des étrangers primo-arrivants.

Le renouvellement du contrat territorial d'accueil et d'intégration (CTAI) pour une durée de 3 ans témoigne à la fois de l'engagement dans la durée de la métropole de Grenoble et du soutien renouvelé de l'État envers ce contrat ambitieux, fédérant de nombreux acteurs locaux et mettant en œuvre des projets locaux de qualité. Le président de la métropole a tenu à souligner l'engagement des acteurs locaux, et notamment des étrangers primo-arrivants et des réfugiés qui ont participé à la co-construction des projets à partir de leurs besoins, à travers l'instance de participation locale dédiée à ce public.

Quel est l'impact sur les étrangers primo-arrivants d'Isère ? Depuis 2019, date de signature du premier CTAI, 1 085 étrangers primo-arrivants ont été accompagnés par des porteurs de projets locaux dans le cadre de cette contractualisation, dont 633 qui ont accédé à un emploi ou une formation professionnelle.

→ La formation civique | Journée 4 « emploi » de la formation civique, organisée par IDC Formation à Bobigny

Cette journée de formation civique dans le cadre du parcours d'intégration républicaine a bénéficié à 69 stagiaires francophones. Durant la matinée, un atelier sur le respect des valeurs de la République française par le travail et l'apprentissage du français a été organisé, suivi, l'après-midi, d'une session d'entretiens individualisés avec les partenaires présents (CD2I, Duo for a Job, Kabubu, Bien Vieillir, Iperia, Singa, Each One, O2, Humando, etc.), afin de les accompagner dans leur projet professionnel. Un atelier animé par Pôle Emploi a également permis de poursuivre les exercices de préparation à un entretien d'embauche ainsi que les erreurs à éviter dans la rédaction d'un CV. Cette journée a été l'occasion d'échanger avec la DRIEETS et les différents partenaires, dont la DT OFII 93, notamment sur le suivi des partenariats, et IDC Formation pour la mise en œuvre de la formation civique du CIR sur le terrain.

→ Le sport | Portrait d'un champion, événement organisé par l'association AATM à Chaumont

L'événement « Portrait d'un champion » consistait en la présentation d'affiches réalisées avec les résidents sur le thème de sportifs de leurs pays respectifs. Chaque affiche était accompagnée d'un petit atelier animé par l'équipe de l'UFOLEP Haute-Marne sur différents sports. Chaque présentation a ainsi été l'occasion d'une rencontre et d'échanges avec les résidents de HUDA et CADA lors d'ateliers ludiques permettant la pratique d'un sport et la découverte de sportifs parfois méconnus du grand public. L'association AATM, en charge de l'accueil des demandeurs d'asile, a mis en place depuis plusieurs mois pour ses résidents des activités sportives hebdomadaires animées par l'UFOLEP. De ce partenariat, est née la volonté de travailler sur un projet commun dans le cadre de la Semaine de l'intégration. La ville de Chaumont étant labélisée « TERRE DE JEUX » dans le cadre des Jeux olympiques PARIS 2024, le thème du sport s'est imposé.

Quel est l'impact de cette action sur les étrangers primo-arrivants de Haute-Marne ? L'association AATM dispose de 66 places HUDA (Hébergement d'urgence pour demandeurs d'asile), 20 places CADA (Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile)

et une quarantaine de places pour l'accompagnement des déplacés Ukrainiens. Avec 400 000 licenciés, 8 000 associations affiliées et 101 comités départementaux, l'UFOLEP est la première fédération multisports en France. Son programme « PRIMOSPORT », qui vise à faciliter et accompagner l'accès à la pratique sportive des étrangers primo-arrivants, est déployé à Chaumont depuis cette année.

→ La santé | Présentation du dispositif Cap Santé porté par le centre provisoire d'hébergement de Versailles

Le directeur de Cap Santé et d'Info Soins, ainsi que la directrice du centre provisoire d'hébergement (CPH) géré par Cités Caritas ont présenté le service Cap Santé et les missions du CPH. L'objectif de cette rencontre était également de partager les expériences des professionnels de terrain, à travers les témoignages de psychologues et de travailleurs sociaux.

Cap Santé propose un accompagnement dans le champ de la santé psychique dans les Yvelines, à destination des demandeurs d'asile et des réfugiés accueillis dans les centres d'hébergement. Une équipe mobile en santé psychique intervient sur l'ensemble du département.

Quel est l'impact sur les étrangers primo-arrivants des Yvelines ?

Cap Santé est constitué de deux pôles :

- **le pôle Évaluation-Orientation**, qui a pour objet de recevoir, évaluer et orienter les personnes accueillies dans les structures du nord du département des Yvelines (CHRS, CHU et CADA) vers les services de soin du droit commun et soutenir les équipes de professionnels des structures d'hébergement. Ce pôle est financé par l'ARS et la DDETS 78 (BOP 177). 23 structures d'hébergement sont concernées, accueillant des publics mixtes (demandeurs d'asile et bénéficiaires de la protection internationale). Cap Santé intervient à la fois auprès des résidents et des professionnels.
- **le pôle Soins aux Réfugiés**, qui propose aux personnes réfugiées en souffrance psychique des suivis psychologiques, qui participent de leur accompagnement vers l'intégration. Cette mission s'exerce sur l'ensemble du département des Yvelines. 80 BPI sont accompagnés. Ce pôle est financé par la DDETS 78 (BOP 104).

Cap Santé a également reçu une subvention de la DDETS 78 pour offrir un accompagnement psychologique aux personnes ukrainiennes hébergées dans les Yvelines. Le CPH compte 64 places d'hébergement en diffus. Il vise à favoriser l'inclusion sociale et l'intégration des BPI.



La direction générale des étrangers en France (DGEF) remercie l'ensemble de ses partenaires : la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP), la délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés (DIAIR), la délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL), l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), Pôle Emploi, l'ensemble des préfetures et des services locaux de l'Etat qui ont contribué à l'organisation et au bon déroulement de cette troisième édition de la Semaine de l'intégration.

Un grand merci également à tous les partenaires, les associations, les acteurs économiques et collectivités locales qui œuvrent quotidiennement en faveur de l'intégration des étrangers en France et pour leur forte mobilisation qui a fait de cette Semaine une vraie réussite !

ANNEXES

Un exemple de portrait réalisé par la DICOM du ministère de l'intérieur et des outre-mer



Je m'appelle Aslam, j'ai 25 ans, je viens de Kaboul en Afghanistan. Je suis arrivé en France en décembre 2019 et j'ai fait une demande d'asile à Paris pour raisons politiques. J'ai quitté mon pays en 2017 et je suis passé par le Pakistan, ensuite l'Iran, la Turquie, la Grèce, la Serbie, la Bosnie, l'Italie, et je suis enfin arrivé en France en 2019. Jusqu'en Grèce, j'étais avec ma famille, mais ils ont ensuite décidé d'aller dans d'autres pays. La France je trouvais ça très bien parce que j'avais déjà un ami qui était en France. J'ai discuté avec lui et il m'a conseillé la France par rapport à toutes les possibilités qui existent pour les réfugiés.



Au début, lorsque je suis arrivé à Paris, j'ai fait une demande d'asile à la préfecture à Paris. Ils m'ont donné les documents pour écrire mon histoire et l'envoyer à l'OFPRA, puis j'ai été transféré à Caen. Je pense que c'est une belle ville et j'y suis très bien depuis que je suis arrivé.

Lorsque mon association m'a appelé pour me dire que j'avais reçu mon titre de séjour, je suis allé directement au bureau. Je ne m'y attendais pas parce que je sais qu'il y a beaucoup de gens qui attendent pour leurs papiers et il y a beaucoup de réfugiés qui sont arrivés en France et j'ai vraiment eu de la chance d'avoir obtenu les documents ici en France. Ça me fait plaisir de pouvoir rester en France pour pouvoir apprendre la langue et continuer mon projet.

Quand je monte sur le tatami, je m'y sens très bien, et ça me donne vraiment de la force. J'ai commencé à huit ans le judo, j'ai passé ma ceinture noire en 2015 en Afghanistan. En Afghanistan, il y avait beaucoup de difficultés à cause des Talibans. Quand je suis arrivé ici à Caen, j'ai trouvé le club de la Butte et j'ai rencontré mon professeur qui s'appelle Guillaume, il m'a donné envie de passer ma ceinture noire une nouvelle fois en France et de passer mon deuxième dan afin de devenir professeur de judo. Et ça c'est mon projet. Ici je me sens très bien. Avec mon professeur on la pratique ensemble avec les gamins. Ils sont comme ma famille et je pense que j'ai trouvé ma famille ici en France avec le judo.

Quand je viens sur le tatami, j'imagine que je suis chez moi. Ça me fait plaisir de donner des cours aux enfants parce qu'il n'y a pas beaucoup de possibilités en Afghanistan car beaucoup d'enfants ne peuvent pas faire de sport et ça me ferait plaisir de rentrer dans mon pays un jour pour leur donner des cours et leur ouvrir un dojo.

Trois exemples de campagnes de communication menées dans les territoires

→ Diffusion de courts-métrages liés à l'histoire de l'immigration régionale réalisés par des collégiens et des lycéens de Nouvelle-Aquitaine



Pour la deuxième année consécutive, le projet « Migrations, citoyenneté et vidéo // Cour(t)s d'histoires », en lien avec le Réseau Rahmi « Réseau des acteurs de l'histoire et de la mémoire de l'immigration en Nouvelle-Aquitaine », a mobilisé de jeunes élèves de collèges et lycées de Nouvelle-Aquitaine afin de réaliser une série de portraits vidéo de personnalités liées à l'histoire de l'immigration régionale, célèbres ou anonymes, à partir d'archives collectées par les classes, mais aussi de créations et de prises de vues produites par les élèves. Le réseau Rahmi vise depuis 2007 à promouvoir la reconnaissance des apports de l'immigration à la société française pour mieux affirmer sa pluralité culturelle et lutter contre les discours qui instrumentalisent le fait migratoire. Les films ont été notés par un jury de 9 personnalités et sont disponibles sur le site web du réseau Rahmi.

→ Une exposition de projets artistiques créés par les personnes accueillies au CADA de Chaumont en Haute-Marne, dans la région Grand Est



Le centre d'accueil pour les demandeurs d'asile (CADA) de Chaumont, géré par France Terre d'Asile, a organisé une exposition réalisée par ses pensionnaires pour célébrer la richesse de leur diversité culturelle. Composée de photographies, d'ouvrages et d'autres objets artistiques, ces réalisations reflètent le parcours, les projets et la vision du monde des personnes accueillies, afin de sensibiliser les visiteurs aux expériences et aux aspirations des personnes exilées et d'encourager le dialogue entre eux et la société d'accueil.

→ Une émission de radio organisée avec des réfugiés et des entreprises au centre provisoire d'hébergement d'Angers, dans la région Pays-de-la Loire

Une émission de radio, cofinancée par la DRAC et la DDETS a été produite par Radio G avec France Terre d'Asile à Angers et a été consacrée à l'intégration des réfugiés par l'emploi. Elle a permis aux réfugiés du centre de témoigner de leur accompagnement et leur parcours d'intégration en France. Les différents partenariats menés par le centre provisoire d'hébergement et les entreprises d'insertion ont été présentés, ainsi que l'action générale de l'Etat en termes d'intégration des étrangers primo-arrivants sur le département. L'émission est disponible sur le site de Radio G.



MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR
ET DES OUTRE-MER

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Séminaire d'ouverture de la **Semaine** **de l'intégration** des étrangers primo-arrivants

La Cité Fertile, Pantin
16 octobre 2023

PROGRAMME





SEMAINE DE L'INTÉGRATION

du 16 au 20 octobre 2023



SÉMINAIRE NATIONAL DE LANCEMENT

9h30-10h | Propos liminaires des Ministres

10h-11h | Table ronde – Bilan d'étape du programme AGIR :
gouvernance, logement, mobilité et accès aux droits

11h05-11h20 | Pause

11h20-12h20 | Table ronde – Insertion dans l'emploi des
étrangers primo-arrivants (dont les BPI) : approches
innovantes (AGIR et hors AGIR)

12h20-12h45 | Consultation accès aux droits et accueil
des réfugiés

12h45-14h | Forum et buffet déjeunatoire

14h-14h45 | 3 mini-séminaires :

- Apprentissage du français
- Intégration par le sport
- Intégration par la culture

15h-15h15 | Regards de l'étranger

15h15-16h15 | Table ronde – L'engagement des entreprises
au service de l'intégration

16h15-16h30 | Temps d'échange

16h30-17h | Clôture du séminaire et ouverture de la Semaine
de l'intégration

9h30-10h, halle « Prairie » | Propos liminaires des Ministres

10h-11h, halle « Prairie » | Table ronde – Bilan d'étape du programme AGIR : gouvernance, logement, mobilité et accès aux droits

Les premières leçons du déploiement d'AGIR dans le périmètre des politiques d'intégration

Modération :

- Anne Brosseau, adjointe au directeur de l'intégration et de l'accès à la nationalité, direction générale des étrangers en France (DGEF)

Avec la participation de :

- Stéphane Rouvé, préfet des Côtes-d'Armor
- Alessio Raskine, département des statistiques, des études et de la documentation, direction générale des étrangers en France (DGEF)
- George Bos, chef du pôle Migrants, délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL)
- Sylvie Bortot, directrice de l'action sociale et de l'insertion, CCAS, Ville de Metz
- Violaine Lavaud, directrice générale adjointe de l'association pour l'accompagnement, le mieux-être et le logement des isolés (AMLI), Moselle
- Mika-Victoire Youan, bénéficiaire AGIR, accompagnée par l'opérateur AMLI

11h05-11h20 | Pause

11h20-12h20, halle « Prairie » | Table ronde – Insertion dans l'emploi des étrangers primo-arrivants (dont les BPI) : approches innovantes (AGIR et hors AGIR)

Les dispositifs d'insertion par l'activité économique (IAE)

Modération :

- Véronique Delarue, cheffe adjointe du département Pôle Emploi, délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP), ministère du travail, du plein emploi et de l'insertion

Avec la participation de :

- Violaine Neto Gameiro, coordinatrice insertion de l'association ESPACES
- Aristide Terrier, coordinatrice français langue étrangère de l'association ESPACES
- Philippe Billot, encadrant technique, pédagogique et social de l'association ESPACES
- Sher Rahman Rahmani, bénéficiaire de l'association ESPACES
- Matthieu Cêtre, adjoint de direction IAE, chef de projet Plateforme'R de COOP'AGIR
- Sylvie Laroche, directrice générale de COOP'AGIR
- Karine Lodico, formatrice français langue étrangère (FLE) au CAI ULIS
- Maison Attaf, bénéficiaire de l'action du CAI ULIS

12h20-12h45, halle « Prairie » | Consultation accès aux droits et accueil des réfugiés

12h45-14h, halle « Canopée » et halle « La Clairière » | Forum et buffet déjeunatoire

Espace « Études et statistiques »

- Enquête Longitudinale sur l'Intégration des primo-Arrivants : ELIPA 2
- Réseau Européen des Migrations (REM) / Outil éducatif Destination Europe et Glossaire sur l'asile et les migrations
- INSEE / Ouvrage Immigrés et descendants d'immigrés en France et autres publications

Espace « Ruralité et mobilité »

- France Fraternité / Réfugiés : la vie en mieux dans les territoires
- SOS Solidarités / Centre d'Accueil pour Réfugiés Sans Abris
- Terre2cultures / L'intégration des réfugiés par l'agriculture

Espace « Français, sport et culture »

- UFOLEP / Centre-Val de Loire, Programme Primo-sport
- KABUBU
- Centre de Ressources Illettrisme et Analphabétisme / POP ALPHA
- Ouvrir l'école aux parents pour la réussite des enfants (OEPRE)
- DEFI : Développement de l'Emploi par des Formations Inclusives
- Centre des monuments nationaux

Autres stands :

- AGIR
- Réfugiés.info
- Mini-village Contrats territoriaux d'accueil et d'intégration (CTAI)

MINI-SÉMINAIRE Apprentissage du français, Halle « Prairie »

Modération :

- Philippe Arrondeau, adjoint à la cheffe de bureau de l'apprentissage de la langue et de la citoyenneté, sous-direction de l'intégration des étrangers, direction générale des étrangers en France (DGEF)

Avec la participation de :

- Samuel Ettouati, chef de la division des études et enquêtes statistiques, direction générale des étrangers en France (DGEF)
- Pierre Terroni, responsable de la formation linguistique, Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)
- Isabelle Kraft, déléguée territoriale pour le Centre Ressources Illettrisme, Instance régionale d'éducation et de promotion santé (IREPS), Auvergne-Rhône-Alpes
- Pierre Salam, directeur de la Maison des langues, enseignant chercheur à l'Université du Mans

MINI-SÉMINAIRE Intégration par le sport, « La Source »

Modération :

- Augustin Rogy, délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés
- Stéphanie Hocde-Labau, ministère des sports

Avec la participation de :

- Pierre-Emmanuel Baruch, directeur de l'association DAHLIR
- Laurie Guérin, chargée de projets intégration, politique de la ville, renouvellement urbain, secrétariat général pour les affaires régionales d'Auvergne-Rhône-Alpes
- Adil El Ouadehe, directeur technique national adjoint du pôle sport et société de l'Union française des oeuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP)
- Simoné Etna, co-directeur de l'association Kabubu
- Emilia Morinay, responsable développement des partenariats institutionnels de l'opérateur de compétences AFDAS
- Dorothée Berland, experte primo-arrivants et déplacés d'Ukraine, direction partenariat et territorialisation, à la direction générale de Pôle Emploi

MINI-SÉMINAIRE Intégration par la culture, « Les Écuries »

Modération :

- Eugénie Marie, cheffe de bureau de l'apprentissage de la langue et de la citoyenneté, sous-direction de l'intégration des étrangers, direction générale des étrangers en France (DGEF)
- Nawal Safey, conseillère éducation, culture, jeunesse, délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés (DIAIR)

Avec la participation de :

- Joris Mathieu, directeur du théâtre Nouvelle Génération – Centre dramatique national de Lyon
- Sophie Arphand, cheffe du département des publics du Centre des Monuments Nationaux
- Paul de Sinety, délégué général à la langue française et aux langues de France (DGLFLF), ministère de la culture

15h-15h15, halle « Prairie » | Regards de l'étranger

15h15-16h15, halle « Prairie » | Table ronde – L'engagement des entreprises au service de l'intégration

Enjeux et réussites

Modération :

- Frédéric Sampson, sous-directeur de l'intégration des étrangers p.i., direction générale des étrangers en France (DGEF)

Avec la participation de :

- Sylvain Reymond, directeur général du GIP « Les entreprises s'engagent »
- Maud Ulrich, déléguée nationale de la fédération nationale des CREPI
- Ghislaine Lesca, directrice générale du GEIQ « A LUNDI »
- Alain Mogabure, co-gérant SARL Mogabure
- Florence Gillot, directrice administrative et financière, co-gérante de TEKNIAERO
- Mathieu Jardillet, directeur d'agence ID VERDE
- Florence Ben Oliel, responsable du pôle trajectoires professionnelles de l'OPCOMMERCE
- Kachen Hong Zwart, directrice RSE du groupe Etam
- Sarnai Purev, accompagnée par l'OPCOMMERCE et le groupe Etam

16h15-16h30, halle « Prairie » | Temps d'échange

16h30-17h, halle « Prairie » | Clôture du séminaire et ouverture de la Semaine de l'intégration

- Eric Jalon, directeur général des étrangers en France (DGEF)
- Bruno Lucas, délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP)
- Thibaut Guilluy, haut-commissaire à l'emploi et à l'engagement des entreprises
- Alain Régnier, délégué interministériel chargé de l'accueil et de l'intégration des réfugiés (DIAIR)
- Sylvain Mathieu, délégué interministériel à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL)
- Didier Leschi, directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)

Pour aller plus loin

-  Site du ministère de l'intérieur et des outre-mer
-  Site de la direction générale des étrangers en France (DGEF)
-  Site de la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP)
-  Site de la délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés (DIAIR)
-  Site de la délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL)
-  Site de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)
-  Site de Pôle Emploi
-  Réfugiés.info, plateforme de la DIAIR qui recense les dispositifs d'accompagnement des réfugiés et apporte des informations traduites sur les démarches administratives
-  Bonjourbonjour, application qui recense les offres de formation linguistique sur le territoire

